

**ELLE DEVRAIT DURER 8 JOURS**

# Vers une nouvelle grève des communaux

**La «trêve» des travailleurs communaux n'aura pas fait long feu puisqu'ils brandissent la menace d'une grève de 8 jours, au début du mois de septembre prochain.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Un débrayage appuyé de rassemblements à travers le territoire national, a annoncé la Fédération nationale du secteur des communes (FNCS), affiliée au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), dans un préavis de grève adressé aux ministères du Travail et de la Sécurité sociale et de

l'Intérieur et des Collectivité locales. Ce recours, une fois encore, à la grève, effective à partir du 4 septembre prochain, est motivé par la non-tenue des promesses faites aux travailleurs communaux. Et pas que cela puisque le Snapap dénonce le non-respect de la liberté syndicale, notamment le droit des travailleurs d'adhérer à d'autres syndicats auto-

nomes. Ce mot d'ordre de grève a été l'émanation de la base, a tenu à préciser le syndicat puisque, écrit-il dans son document, «les rapports des wilayas ont conclu à la nécessité de recourir encore une fois à la grève». «Le bureau national de la FNCS, qui s'est réuni le 25 août 2012, a décidé, en concertation avec les représentants des wilayas, de recourir à une grève de 8 jours à compter du 4 septembre et à des rassemblements à travers toutes les

wilayas», est-il précisé. La FNCS a réitéré sa plateforme de revendications de 14 points dont la révision du statut particulier et du régime indemnitaire des travailleurs du secteur, le respect des libertés syndicales et le droit de grève, l'abrogation de l'article 87-bis du code du travail, la révision de la gestion du FNPOS, ainsi que la généralisation de la médecine du travail.

La réintégration de tous les syndicalistes licenciés et suspendus arbi-

trairement, l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs communaux et le maintien du régime de retraite sans condition d'âge sont aussi les revendications des travailleurs communaux. Il est enfin revendiqué la révision du statut particulier des corps communs, des ouvriers professionnels, des chauffeurs et des gardiens et l'intégration en priorité de tous les contractuels et vacataires en poste.

**M. Kebci**

## **ANNONCÉE EN GRANDE POMPE EN 2011 AVEC DEUX MILLIARDS DE DOLLARS**

# La lente relance du secteur du textile et du cuir

La sonnette d'alarme est tirée. Le malaise s'installe. C'est le constat qui se dégage dans le secteur du textile et cuir, plus d'une année après l'engagement fait par les pouvoirs publics pour la relance du secteur. Décider un plan de relance constitue une importante décision, mais encore faut-il que cette dernière soit appliquée rapidement. Le constat est visible au niveau des différentes structures étatiques relevant du secteur du textile. Il est encore plus expressif chez les représentants des travailleurs. Ces derniers attendent de voir que le gouvernement tienne sa promesse. Celui d'injecter les deux milliards de dollars pour sauver un secteur qui peut à la fois assurer du travail à des milliers de travailleurs et l'équilibre social et régional. Le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du textile et cuir affiliée à l'UGTA M, Amar Takdjout, a souligné dans un passé récent que «le programme de développement du secteur du textile a enchanté l'ensemble des travailleurs et a même apporté une lueur d'espoir pour redynamiser l'activité en souffrance depuis plusieurs années». Toutefois, le syndicaliste estime que le processus d'application du plan de relance accuse du retard. «Il faudrait accélérer le processus», a soutenu M. Takdjout, ajoutant que «cela fait plus de six mois que le plan de développement a été enclenché mais demeure sans impact concret sur la productivité». Il a fait savoir dans ce sens qu'un taux de 60% de l'enveloppe globale allouée à la remise à niveau du secteur du textile, à savoir 2 milliards de dollars, l'équivalent de 132 milliards de dinars, a été consacrée à l'assainissement financier des entreprises. Ce même responsable syndical dira que «l'Etat a mis en place toutes les mesures pour faire fonctionner les usines de textile, dont la réhabilitation, l'assainissement, l'investissement, et ce, dans le but de prendre en main ce secteur qui est passé par une situation difficile pendant la décennie noire». Toutefois, il n'a pas hésité à indiquer que «le retard accusé par le secteur du textile, notamment avec le plan de réorganisation prévu par les pouvoirs publics risque de causer un important préjudice». Selon lui, il s'agit «d'un programme ambitieux qui consiste à stopper notre dépendance vis-à-vis des importations du textile».

Pour rappel, depuis le début des années 1990, le secteur a vu une vingtaine d'entreprises déstructurées, et une perte d'emplois allant de 25 000 à 200 000 postes, avec des dettes se chiffrant en milliards de dinars. C'est pour cette raison que le SG de la dite fédération a insisté sur la «récupération et la réorganisation du secteur afin de réduire cette énorme facture des importations». «On doit récupérer notre marché national afin de réduire la facture des importations et assurer un recrutement massif dans le secteur, puisque le nombre d'employés dans le textile est estimé à 15 000, et si on récupère notre marché on peut arriver à un taux de recrutement de 30 000 employés.» Sur un autre plan, M. Takdjout a soutenu l'idée d'«un partenariat public-privé», tout en indiquant que «l'Algérie a les moyens de relancer son industrie manufacturière» et de concurrencer certains pays de la région.

En somme, pour les représentants des travailleurs, «l'opération de relance a pris beaucoup de temps, ce qui risque d'affecter encore plus les entreprises», tout en rappelant que 60% de l'enveloppe consacrée par l'Etat relève du rééchelonnement des dettes des entreprises.

**A. B.**

## **AU MOMENT OÙ LA DIRECTION DU PARTI L'IGNORE**

# La contestation s'estompe au FFS

**La contestation au sein du Front des forces socialistes marque le pas, certainement sous l'effet de l'usure du temps, stratégie que l'actuelle direction du parti a imposée et qui semble porter ses fruits pour l'équipe à Laskri.**

Une direction qui a tout l'air de marquer, chaque jour qui passe, des points devant le silence du camp contestataire qui, pourtant, annonçait à qui voulait l'entendre qu'il inscrivait dans la durée sa démarche d'une «alternative démocratique». L'opposition au sein du FFS observe, en effet, un silence total depuis son fameux meeting de Tizi-Ouzou du 12 juillet dernier et les porte-étendards de cette contestation sont aux abonnés absents.

Certes, Kerboua, Bouhadeff, Zenati évoqueront la saison estivale peu prompte à toute activité politique de surcroît à connotation contestataire, pour justifier leur «léthargie».

Détail dont Laskri et les membres du secrétariat national du parti prennent compte pour davantage à l'effet d'isoler tout ce beau monde dont le départ semble faire du bien au FFS, à se fier à son premier secrétaire.

Ali Laskri ne confiait-il pas, avant-hier à l'APS, que «Le parti se développe encore plus, et ceux qui l'ont quitté ont fait un choix politique, et au FFS ceux qui adhèrent sont plus nombreux que ceux qui partent», signifiant que «personne ne pourra jamais affaiblir le FFS». L'allusion, ici, est faite à son prédé-

cesseur, Karim Tabbou, à qui on prête l'intention de créer son propre parti comme vient de le faire Amar Ghoul aussitôt après avoir claqué la porte du MSP.

Et à Laskri de porter l'estocade, encouragé qu'il est par le silence et l'absence de réaction de ses camarades, en affirmant que «le cas Tabbou est une affaire classée après avoir été radié du parti», au même titre, d'ailleurs, que quatre autres cadres alors que les deux seuls qui s'étaient présentés devant la commission de médiation ont été suspendus.

Ceci avant de se contredire en déclarant que Karim Tabbou s'est empressé de démissionner non pas pour créer un nouveau parti, ou pour des raisons politiques et encore moins par opposition à la stratégie de la direction du parti comme il le prétend, mais pour ne pas avoir à payer 30% de son salaire de député au FFS».

La même raison ayant été, selon lui, derrière la radiation en 2005 des rangs du parti de Ali Kerboua et Djamel Zenati, qui n'ont pas payé leurs contributions de député durant la mandature 1997-2002. Pour ne pas verser une partie de leur salaire au parti, il y a risque de voir d'autres députés quitter le FFS, selon Laskri. Et de rappeler que durant la même mandature législative 1997-2002, le parti comptait 21 députés dont 8 avaient démissionné du parti. Un rappel loin d'être fortuit comme pour mettre cette contestation sur le compte de considérations purement «pécuniaires», loin de tout «souci»

politique. Le but étant clair, discréditer au maximum les promoteurs de cette contestation auprès de la base militante, désorientée dans son écrasante majorité.

Et l'actuelle direction entend enfoncer davantage le clou en décidant de l'ouverture de permanences parlementaires là où le parti a eu à arracher des sièges à l'APN à l'issue des dernières législatives et de promettre une activité musclée de son groupe parlementaire à la toute prochaine session. Une façon subtile d'acculer un peu plus ces têtes de pont de la contestation, pour la plupart d'anciens députés, et de les discréditer. Autant d'«attaques» au timing bien calculé auxquelles les concernés n'ont pas jugé utile de répliquer, estimant, peut-être, que la partie est jouée.

D'autant plus que le parti s'inscrit dans la logique des prochaines élections locales à l'occasion desquelles il compte présenter 40 listes APW et le maximum de listes APC, au vu, notera Laskri, de «la dynamique constatée au sein du parti qui enregistre de plus en plus d'adhérents».

Loin de la performance des locales d'il y a cinq ans lorsque le parti ne s'est présenté qu'au niveau de 18 wilayas.

Une autre flèche à l'endroit de Tabbou, alors premier secrétaire du parti qui avait, pour rappel, «couvert» une purge dans les rangs du FFS dont les victimes n'ont pas, d'ailleurs, hésité à le lui rappeler, l'obligeant à prendre ses distances avec Zenati et ses camarades.

**M. K.**

## **YAÏCI ABDELKADER (ALIAS NOUASRI), EX-RESPONSABLE DE LA MISSION EUROPE (1957-1960), NOUS A QUITTÉS**

# Moudjahid de la première heure, il a été enterré le 22 août 2012 à Sétif

En 1957, Si Abdelkader, qui avait pour nom de guerre Nouasri, a été désigné à Tunis par le colonel Ouamrane, membre du CCE et responsable du Département de l'armement et du ravitaillement général (DARG), comme chef de la Mission de prospection et d'achat d'armes (Mission Europe) à Francfort en République fédérale allemande (RFA). C'est malheureusement en 1957 aussi que ces deux frères Amokrane et Abalache furent fusillés dans une caserne de la région de Sétif.

Il était chargé et s'est acquitté de l'approvisionnement des logistiques Est et Ouest en nourriture, habillement, outils et matériels nécessaires aux djounouds ainsi qu'en armes et en munitions. Il était aidé dans cette tâche par le docteur Sif El Islam.

Lors de la création du ministère de l'Armement et du Ravitaillement général – MARG – dirigé par le colonel Mahmoud Cherif, dans le cadre du 1<sup>er</sup> GPRA en septembre 1958, Si Abdelkader a été reconduit dans ses fonctions. Il a continué à servir la cause nationale en relation avec ses fournisseurs, notamment l'Allemand Georg Puchert qui a été victime d'un attentat à la voiture piégée par les services du SDECE (alias main rouge) en mars 1959. Lui-même a reçu un colis piégé, envoyé par les mêmes services du SDECE, à Francfort à la fin décembre 1959.

Gravement blessé par l'explosion de la bombe, il perd ses deux mains. Hospitalisé à Francfort, il a reçu des messages de soutien et de reconnaissance au nom de la Révolution,

du président du GPRA Ferhat Abbas et du ministre de tutelle le colonel Mahmoud Cherif.

Avant d'être transféré en Tunisie pour continuer les soins, il a tenu à faire les passations d'usage avec les nouveaux responsables de la Mission Europe, Yousfi M'hamed, Mabed Charef et Abdessemed Aïssa, désignés dans le cadre du nouveau ministère de l'Armement et des liaisons générales (MALG) commandé par le colonel Abdelhafid Boussof, pour que l'activité qu'il a commencée continue. Grâce à son action, l'activité s'est accrue et a duré jusqu'à l'indépendance.

Si Abdelkader a été un proche compagnon de Ferhat Abbas auprès duquel il a milité dans le parti UDMA. Lors de son passage en Tunisie avant de rejoindre la Mission

Europe, il a été désigné membre du comité de la Wilaya III par le colonel Amirouche.

Si Abdelkader Yaïci a fait partie de la première Assemblée nationale constituante en 1963, représentant Sétif aux côtés de Ferhat Abbas, Hocine Aït Ahmed, Abderrahmane Chibane.

Malgré ses 90 ans, Si Abdelkader, jovial et communicatif, a gardé un esprit vif et continuait à s'informer quotidiennement de la vie du pays qu'il aimait tant et pour lequel il a consenti les sacrifices le faisant malheureusement grand invalide depuis 1960. Il a rejoint les compagnons de lutte, notamment ceux de la Mission Europe, Lehouaoui Salah (Salah-Eddine) et Haddanou Ahmed (Toufik, Ahmed Caba) qui nous ont quittés au cours



de cette année. Allah Irhemkoum ou irhem chouhada. Vous resterez toujours présents dans nos cœurs.

**Chabane Merkai**  
**Membre de la Direction**  
**logistique ouest (DLO)**  
**et de la Mission Europe.**